



Déclaration de la FNEC FP-FO

Comité Social d'Administration de l'académie de Rennes du 23 janvier 2023

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Ce Comité Social d'Administration va étudier une carte scolaire sanglante : retrait de 60 postes de professeurs des écoles à l'académie, suppression de 25 ETP aux collèges, de 32,7 ETP aux lycées. Ces suppressions de postes ne cessent pas depuis des années et le résultat, le ministre lui-même l'annonce quand il commente les évaluations en CE1 et en 6e : « 27% des élèves (n'ont) pas le niveau requis en français, un tiers en maths » à l'entrée en collège. Selon ces évaluations, en 6ème, le score moyen en français passe de 261 en 2020 et 2021 à 256 en 2022. Pap N'Diaye ne le dit pas mais ces élèves faibles sont surtout des élèves pauvres : « Les élèves accueillis dans les établissements publics appartenant à un REP+ ont des difficultés particulièrement marquées : ils sont 53,7 % à appartenir aux deux groupes de bas niveaux, soit 27,7 points de plus que ceux scolarisés dans le secteur public hors EP ».

Monsieur le Recteur, il faut en finir avec ce saccage de l'instruction publique. Tous les postes doivent être rendus. La FNEC FP-FO affirme que sur le terrain, partout, la situation est très critique aujourd'hui : classes qui devraient être allégées pour combler les retards scolaires, non remplacement des absences, RASED décimés, manque d'EANA pour assurer l'accompagnement des primo arrivants, manque d'AESH pour assurer les accompagnements d'élèves à besoins particuliers, manque de places en ITEP, en IME pour les élèves qui relèvent de ces structures...

Comment le choix de l'abandon de l'Éducation nationale est-il possible ? D'un côté, le chef de l'État trouve 413 milliards pour la loi de programmation militaire, après avoir déversé plus de 600 milliards aux entreprises au prétexte de la pandémie. Pendant ce temps, le ministère a rendu et continue à rendre des millions d'euros, les postes sont détruits. Les élèves qui ont le plus besoin de l'École sont laissés pour compte. Des exemples dramatiques se rencontrent dans de plus en plus d'établissements : le nombre d'élèves en situation de handicap qui possèdent une orientation en structure spécialisée et qui sont maintenus dans une classe ordinaire, ne cesse de croître.

C'est pour la même raison que le gouvernement s'en prend aux retraites : pour financer la guerre, il utilise un prétendu risque de déficit de 12 milliards en 2027, alors que les exonérations de cotisations sociales s'élèvent chaque année à 150 milliards. C'est le vol du salaire différé des salariés, le pillage des comptes de la Sécurité sociale.

Les travailleurs ne sont pas dupes, ils se sont mis en grève et ont manifesté par millions le 19 janvier contre le projet de réforme des retraites Macron-Borne. Les salariés ne veulent pas partir à 64 ans, ils rejettent l'accélération du passage aux 43 annuités requises, ils demandent le retrait total du projet de loi. Celui-ci n'est ni amendable, ni négociable ! Les 42 régimes doivent être maintenus. Pour FO, la retraite c'est à 60 ans, à taux plein, pour tous.

Le ministre doit prendre la mesure de la situation. Depuis des mois, les salariés se battent pour les augmentations de salaire. Dans l'Éducation nationale, il faut en finir avec les salaires sous le seuil de pauvreté des AESH, il faut la revalorisation immédiate du point d'indice sans contrepartie de tâches supplémentaires, pour compenser la perte de pouvoir d'achat de 25% depuis l'an 2000. Il faut l'abrogation de toutes les contre-réformes qui suppriment des postes. Désormais, les travailleurs sont mobilisés pour le retrait total de la contre-réforme des retraites. Le ministre doit retirer son plan de suppression de postes.